



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

2€

« C'est reculer que d'être stationnaire

On le devient à trop philosopher » Charles d'Avray



De Milan à Paris

agir plutôt que subir !



Un premier mai agité à Milan **PAGE 9**

Editorial — Sommaire —



La Méditerranée est en passe de devenir un immense cimetière. Tandis que les capitaux, eux, se fichent des frontières, c'est par centaines que les migrants, eux, s'y noient en tâchant de traverser cette mer bientôt rouge de leur sang pour rejoindre un pays de l'Union européenne. Les nations de cette Europe n'ouvrent toujours pas leurs frontières, se contentant de mesures humanitaires pour les rescapés, ou symboliques, voire dérisoires pour les disparus, comme cette minute de silence à leur mémoire. Rien n'y fait, les frontières restent fermées et les morts s'accumulent. À cette allure-là, le trafic des passeurs va probablement provoquer non plus des centaines, mais des milliers de morts. Chacun le sait, mais les plus gros budgets continuent d'être destinés à ériger des barrières de plus en plus longues et des grilles de plus en plus hautes. Qui donc a inventé les États et leurs frontières ? Sûrement pas les damnés de la Terre. Plus que jamais il est temps de faire entendre que les frontières sont meurtrières ! Leur abolition est urgente, et est un préalable indispensable à tout espoir un tant soit peu concret d'émancipation réelle et collective. Ni nation ni frontière, notre classe pour seule patrie !

Actualité

Au-delà du 1^{er} mai, par T. Vial, page 3

Radio France : une grève exemplaire ?, par Un auditeur, page 4

Météo syndicale, par J-P. Germain, page 7

Mariage pour tous : bilan, par P. Schindler, page 8

International

Un premier mai agité à Milan, page 9

Arguments

Banalisation du fascisme : danger, page 11

Lettre aux anarchistes, page 14

Ce que l'homme fait à la nature, il se le fait à lui, page 18

À lire

Une écriture mordante et radicale, par A. Bernard, page 21

Illustrations

Krokaga

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série

6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série

1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série

France et étranger

○ 25 €

○ 50 €

○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an ○ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Au-delà du 1^{er} mai

ET UN DE PLUS ! Un nouveau 1^{er} mai est passé, sans pertes ni fracas. La Journée internationale de luttes des travailleurs a beau être l'occasion de chanter dans nos rues L'Internationale et de scander des slogans révolutionnaires, celle de 2015 n'aura pas, comme celles qui l'ont précédée, débouché sur le grand chambardement tant attendu. C'est que la tradition a depuis longtemps relégué la revendication au second plan. Le 1^{er} mai n'en reste pas moins une journée importante, qu'il serait ridicule et hautain de boudier au prétexte que rien ne s'y passe vraiment question affrontement social. Les traditions ont leur rôle, notamment celui de ne pas faire perdre au mouvement réel son lien avec l'histoire. Il n'y a pas plus stérile que des mouvements révolutionnaires – ou prétendus tels – orphelins de leur passé, aveugles sans canne qui piétinent pour avancer vers un objectif qu'ils ont perdu de vue depuis longtemps. Les puissants qui nous dominent, les possédants qui nous exploitent l'ont d'ailleurs bien compris, et, dans son histoire propre, le 1^{er} mai a fait l'objet de plusieurs offensives visant soit à l'interdire (la répression à l'ancienne) soit à le recycler (à la sauce capitaliste et nationaliste (la plus efficace des répressions)). C'est comme ça que cette journée de lutte est devenue une stupide Fête du travail et que les rouges églantines ont été remplacées par le blanc muguet. Malgré tout, ces offensives diverses ne sont pas encore parvenues, en plus d'un siècle d'histoire, à vider le 1^{er} mai de son fond contestataire. Ce sont toujours les syndicalistes qui descendent dans les rues, et même les syndicalistes de lutte (la CFDT ayant cette année déserté les pavés). Et nous étions plus de 110 000 enrégés à défilé il y a une semaine dans toute la France, au sein des cortèges syndicaux principalement (quelque quatre cents anarchistes ont aussi défilé le matin en tant que tel à Paris, de la place des Fêtes à celle de la République).

Quoi d'autre ?

Cette année, ceux des salariés qui ont droit aux ponts ont pu apprécier les trois jours chômés de fin de semaine. Mais dès lundi, tout le monde est retourné au travail. Et si le refrain de L'Internationale était encore dans certaines têtes, le rapport social capitaliste s'est imposé à nouveau, après ce petit interlude syndicaliste. Jusqu'à quand continuerons-nous à jongler entre les deux et à accepter que la même balle finisse toujours par tomber ? On peut certes toujours



arguer du fait que les conditions pour un bouleversement radical ne sont pas réunies, mais si on ne s'acharne pas à les construire, on finira bientôt par fêter nos luttes au travail, sous l'œil pervers et cynique des petits managers qui nous encadrent au quotidien. Les grandes confédérations syndicales (CGT et FO en tête) ont beau bomber le torse, quid des lendemains de mobilisation ? Derrière sa grosse moustache, Philippe Martinez, n° 1 de la centrale de Montreuil, fait la moue quand il s'agit de redoubler d'effort pour attaquer le gouvernement. Et si, lors de son accession au trône, il avait laissé espérer un regain de radicalité, force est de constater qu'on est plutôt toujours sur la même voie, celle qui joue les énervés mais qui, dans les faits, laisse le gouvernement couler des jours

paisibles. Mais, au fond, on n'est pas surpris, cela fait longtemps qu'on a compris que les bureaucrates des confédérations ne mettraient rien de concret en œuvre pour faire pencher la balance de notre côté dans la guerre sociale en cours. Mais la lutte des classes se passera d'eux. Son avenir n'est pas dans les fauteuils confortables de Montreuil ou d'ailleurs, mais dans les sections syndicales, les syndicats de base et les structures interpro, entre nos mains de travailleurs conscients, peu effrayés par l'ampleur du travail à accomplir.

Vers la grève générale, la lutte continue !

Théodore Vial

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

Une grève dite **exemplaire** mais somme toute **ordinaire**

L'auteur de cet article est un auditeur des radios du service public de Radio France, qui a suivi de près le mouvement de grève de ce printemps 2015, a assisté à plusieurs des Assemblées Générales déterminantes et côtoyé de nombreux salarié-es auprès desquels-elles il s'est assidûment informé.

Un auditeur

AMBIANCE ÉLECTRIQUE ET DÉLÉTERE dans l'entreprise depuis plusieurs mois due aux travaux qui n'en finissent pas et qui perturbent la réalisation des émissions, à une direction déficiente et incompétente, à une absence de dialogue entre partenaires sociaux et à une réelle souffrance du personnel dont le travail n'est pas reconnu à sa juste valeur et à l'arrivée d'un nouveau PDG sûr de lui, qui accumule les bévues et affiche un réel mépris.

C'est la réaction radicale de certains face à cette situation qui a libéré les paroles et les actes, poussant l'ensemble des salarié-es et précaires à se lever et à revendiquer, pendant 28 jours d'une grève qui a été qualifiée d'exemplaire et historique dans l'audiovisuel public, cette dignité tant bafouée...

Une formidable envie d'en découdre et une réelle solidarité se sont manifestées quelques temps avant le déclenchement de la grève et se sont confirmées le long des différentes assemblées générales qui ont ponctué ce mouvement.

Les organisations syndicales qui par ailleurs n'avaient pas brillé par leur combativité dans les mois et années précédant ce mouvement, ont dans la logique des règles gérant le « dialogue social dans l'entreprise » pris les choses en main, le train en marche et face à l'inertie de la direction, déposé des préavis de grève portant sur la production, les orchestres, les services de propreté et de sécurité et le démantèlement des radios locales.

Sous la pression de l'assemblée générale, les syndicats ont accepté de déposer trois autres préavis portant notamment sur les travaux, mais les ont finalement abandonnés cédant à une direction qui considérait au mépris des textes et de la loi qu'ils étaient illégaux.

Il s'agit là de la première trahison dont se sont rendus coupable les syndicats réunis dans l'intersyndicale.

Dans l'esprit de ceux qui se battaient contre la direction, l'arrêt des travaux dans les studios moyens et des travaux monumentaux envisagés et la remise en question de la gabe-gie occasionnée par ces mêmes travaux et de l'opacité quant à l'utilisation des fonds affectés à ces travaux et leur formidable dépassements, étaient des thèmes centraux et cruciaux dans la lutte engagée.

La première erreur de l'assemblée générale, c'est d'avoir confié aveuglement le soin aux organisations syndicales de porter leurs revendications et surtout d'avoir pensé que l'intérêt des salarié-es était nécessairement en adéquation avec ceux des OS.

Or il s'est avéré très vite que les syndicats comme ils l'ont souvent fait dans l'histoire des luttes en France et précisément à Radio France il y a vingt ans, défendaient leur propre pouvoir et donc leurs propres intérêts en tant qu'organisations syndicales, n'hésitant pas à lâcher un mouvement, à le trahir s'il le fallait et ce, alors qu'ils n'avaient rien obtenu.

La souveraineté de l'AG était réelle dans l'esprit de ceux qui décidaient jour après jour la continuation du mouvement, mais pas dans celui des syndicats, lesquels ont cessé d'accorder du crédit à cette souveraineté quant celle-ci ne servait plus leurs propres intérêts.

La particularité de la trahison opérée en 2015 c'est qu'elle s'est faite, sans la signature du moindre protocole avec la direction : au bout des 28 jours de lutte, les organisations syndicales ont donné des consignes d'arrêter la grève et ce, sans avoir au préalable signé aucun accord avec la direction sur les préavis déposés et sur l'indemnisation des jours de grève... laissant un goût amer chez tous ceux qui, naïvement il faut le reconnaître, avaient accordé toutes leurs confiances aux syndicats.

Les salarié-es ont ainsi le sentiment, à juste titre d'ailleurs, de n'avoir rien obtenu dans le sens où malgré une lutte acharnée pendant 28



jours, aucune des revendications dont ils avaient confié le soin aux syndicats dont c'est au demeurant la mission de les porter en leur nom, n'a abouti.

Les syndicats ont ainsi failli dans leur mission et l'AG a également failli par manque de vigilance à l'égard de ces syndicats dont ils n'ont vu et compris que tardivement qu'ils n'étaient pas les porteurs des revendications de l'AG souveraine.

L'autre erreur de l'AG c'est d'avoir avec les syndicats par le vote de la motion de défiance à l'égard de la direction, pensé que le départ de Gallet pouvait être obtenu et qu'il débloquent la situation... or tel n'a pas été le cas.

Au lieu de rectifier le tir et donc de faire le constat que le pouvoir – la Tutelle – ne souhaitait pas le départ de Gallet, cette mauvaise stratégie a été maintenue contre vents et marées, en refusant d'exiger le retour des négociations avec cette direction.

En faisant de surcroît appel à la Tutelle – laquelle est comme chacun sait juge et partie dans le présent conflit et l'allié de la direction dans le projet de démantèlement du service public – pour qu'elle nomme un médiateur, les syndicats ont amené le mouvement vers sa perte.

En effet, qui pouvait sérieusement penser qu'un médiateur nommé par la Tutelle pouvait légitimement porter les espérances de ce mouvement et permettre de sortir de la crise ?

Et, ce d'autant que ce médiateur a œuvré longtemps pour la droite et qu'il a été choisi – par un gouvernement de « gauche » celui de Pellerin-Hollande-Valls – pour ses com-

pétences et son passé de tueur des mouvements sociaux...

Erreur stratégique fatale, car non seulement la nomination d'un médiateur allait redonner à la tutelle un pouvoir qu'elle pensait avoir perdu en faisant confiance à Gallet pour porter son projet de démantèlement, mais surtout elle a permis de mettre à néant toute revendication en chargeant le médiateur d'une mission de démantèlement de ce mouvement, tâche dont il s'est excellemment acquitté.

La tâche de ce dernier n'était pas de négocier quoi que ce soit, sinon il aurait reçu les deux parties en face à face et les aurait amenées à reprendre les négociations là où elles les avait laissées, mais de faire des « préconisations » aux effets juridiques inexistantes, piégeant des syndicats qui se sont pris au jeu de ces préconisations, de cette poudre aux yeux.

Le media-tueur a par son habileté réussi sa mission en mettant hors d'état de nuire les syndicats en leur donnant avec cette discussion sur les préconisations un os à ronger, cette circonstance ayant permis d'éloigner encore plus sérieusement les syndicats de l'AG et ainsi d'accélérer la mise à mort de ce mouvement.

D'ailleurs, les syndicats sont venus porter à l'AG le message du médiateur : arrêtons la grève !

Voyant les choses venir l'AG s'est opposée fermement aux syndicats, et a voté la grève et a recadré ces derniers en exigeant que sous la pression de la grève des négociations de la dernière heure soit mises en place avec la

direction en face à face et en présence du médiateur.

Le soir même les syndicats ont à nouveau trahi l'AG en écrivant à la Ministre de la Culture qu'ils souhaitaient reprendre pendant un jour les négociations avec le médiateur pour discuter de l'emploi et de la situation des radios locales.

En ne respectant pas le mandat qui leur avait été expressément donné, les syndicats ont trahi la décision des grévistes – sans lesquels rappelons le l'intersyndicale n'est rien – et ont maintenu coûte que coûte leur ligne consistant à « discuter » avec le médiateur plutôt qu'exiger dans le rapport de force des négociations avec la direction, ce qui a mené le mouvement droit dans le mur.

La réponse de la ministre a du coup été cinglante... on ne discute plus... rentrez au bercail, il faut savoir arrêter une grève, ce que les syndicats ont fait en venant demander le lendemain à l'AG la reprise du travail, invoquant un argument fallacieux : on a écouté et on a accepté la continuation de la grève bien que nous n'étions pas d'accord mais voilà ça n'a rien donné... comme vous pouvez le constater.

L'AG était dépitée, scandalisée, amère, tout ce qui faisait la force de ce mouvement venait d'être annihilé, détruit.

L'AG voulait la continuation du mouvement et de la grève comme moyen de pression sur le pouvoir, mais force est de constater que les syndicats avaient abandonné les salariés en chemin, les avaient amenés vers une impasse, ne leur laissant plus d'autre choix

CHRONIQUES DE LA GUERRE SOCIALE

Tout fout le camp

Le pape François a reçu pendant quarante minutes (excusez du peu) le nouvel ambassadeur de la France au Vatican. Dans le protocole papal, quarante minutes c'est beaucoup. Inhabituel nous dit-on. Ce qui est certes inhabituel dans la sphère vaticane, c'est la révélation (par la presse) que ce représentant de la fille aînée de l'Église est homosexuel. On comprend mieux la durée exceptionnelle de l'entretien accordé par le pape : il faut bien « préparer » l'opinion à admettre la venue régulière au Saint-Siège, d'un « pêcheur intrinsèquement désordonné », selon la formule consacrée. Déjà qu'au Vatican, avec tous ces célibataires forcés on nageait entre embrouilles financières, débats sur le célibat des prêtres, affaires de pédophilie, voilà maintenant que les homos rentrent par la grande porte ! Allô Boutin, fais quelque chose !

Changement de moquette en vue

Changement de présidence à France Télévisions. Trois tours de scrutin ont été nécessaires pour élire Delphine Ernotte-Cunci, anciennement directrice d'Orange France. Quel rapport direz-vous ? Aucune importance, avant elle, Rémy Pflimlin venait bien des NMPP (Presstalis aujourd'hui). Donc une femme à la barre, et qui plus est, qui n'est pas du sérail. Pas grave, elle pourra difficilement faire pire que ses prédécesseurs, vu la bouillie pour chat qu'on nous sert sur les chaînes du service public. Elle a été choisie pour « apporter de la stabilité à la maison ». Alors un conseil : qu'elle évite d'imiter Thierry Lepaon à la CGT et Mathieu Gallet à Radio France. Surtout qu'elle ne change ni la moquette, ni le mobilier de son bureau, et quant à ses déplacements, qu'elle s'abstienne de partager des taxis avec Agnès Saal pdg de l'INA, c'est plus prudent pour son avenir.

Tout est une question de moral

Selon Le Figaro, « le moral des Français se redresse ». Quels Français ? Les travailleurs ? Le quotidien de la France d'en haut n'a sans doute pas eu le temps de tous les interroger. Peut-être même ne les a-t-il pas vus défiler dans la rue le 9 avril dernier, ni le 1^{er} mai. Pas eu le temps non plus de questionner les grévistes de la SNCF en Champagne-Ardenne, ou ceux d'Alstom, de Mory-Global, de la

que... la reprise du travail et la continuation des discussions avec le médiateur dans le cadre de ce que le pouvoir a appelé la deuxième phase des discussions, à savoir l'accompagnement du COM (Contrat d'Objectifs et de Moyens) 2015-2019.

Or, il convient de rappeler qu'au plan du droit, les discussions en marge du COM ne sont pas des négociations, elles n'auront au bout du compte aucun effet juridique.

Ils ont signé l'arrêt de mort du mouvement... ils ont tout fait pour qu'il soit enterré.

Seule la CGT a eu quelques soubresauts d'empathie avec le mouvement dans ces derniers moments, se démarquant ainsi de l'UNSA, FO, CFDT et SUD.

Aux dernières nouvelles pour débiter les discussions de la deuxième phase sous la houlette du médiateur, ce dernier a demandé à recevoir « pour les écouter » chaque organisation syndicale séparément... ce qui n'a semblé déranger personne (hormis la CGT), puisque ce choix du médiateur – diviser pour mieux régner – a été bien sûr entériné.

Bien évidemment il ne sortira rien de bon de ces discussions.

Mais fort heureusement, la lutte est ailleurs et tout n'est pas perdu.

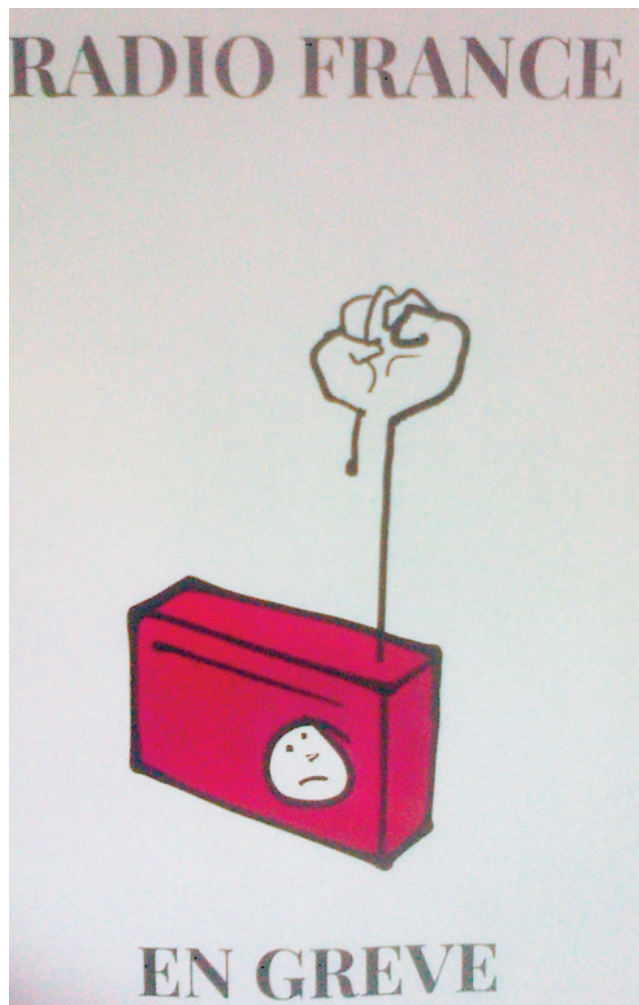
Les grévistes ont tout d'abord compris qu'il fallait désormais être extrêmement vigilant-es vis-à-vis de leurs « représentant-es » que la démocratie représentative avait ses limites.

D'où la nécessité de réfléchir à d'autres modes d'organisation (démocratie directe, type de mandat octroyés aux syndicats...)

Certains ont proposé la création d'un collectif à l'image de celui des intermittent-es, aux fins de contrebalancer le pouvoir des organisations syndicales, car celles-ci sont incontournables dans la vie sociale d'une entreprise et il faut les contraindre à être plus combatifs face à la direction et surtout plus à l'écoute de la base.

Le développement de structures comme par exemple « le meilleur des Ondes¹ » qui existait avant la grève, et qui a senti venir la grève a été, par son soutien militant actif et créatif de ce mouvement, un aiguillon radical permanent au cours de ce combat.

Ce mouvement à l'évidence n'est pas mort, les salarié-es sont certes déboussolé-es, comment ne le seraient-il pas après 28 jours de grève, mais ils restent déterminés et solidaires... déjà de nombreuses actions sont envisagées pour remobiliser les énergies et continuer ce combat, qui n'est bien évidemment pas terminé (sur l'emploi, sur la gabegie



des travaux, sur le démantèlement des locales, sur l'externalisation des services, sur la privatisation des studios, sur le rôle primordial de la tutelle dans le démantèlement du service public, sur la « verticalisation » comme mode de gestion etc.).

Je pense qu'on entendra encore parler de ce mouvement qui n'a pas dit son dernier mot loin de là...

Quelle que soit la direction qui sera demain aux commandes de Radio France, elle sait qui elle a désormais en face d'elle... elle sait qu'elle a intérêt à bien se tenir...

Cette force, cette solidarité, cette détermination dans le combat pour le service public et pour les métiers de la radio et cette dignité, c'est précisément l'un des grands acquis de cette lutte exemplaire qui a été menée à Radio France en mars et avril 2015.

Comme cela a été écrit dans une chanson diffusée en AG et mise en ligne par le mouvement dès les premiers jours de la grève :

« À vous qui voulez décider, détruire le sens de nos métiers, au nom de la productivité au prétexte de l'austérité, dites à votre tutelle préférée qu'on ne paiera pas les pots cassés... vous avez les costards les gaillards pas le pouvoir ! On vous le dit ÇA SUFFIT ! etc. »

Merci à eux.

1. <https://www.facebook.com/LMDOndes> et <https://souncloud.com/lemeilleur-desondes>

Poste à Yvetot, des établissements scolaires dans l'Essonne, de... il faut dire que *Le Figaro* descend rarement dans la France d'en bas et n'a donc pas souvent l'occasion de voir mécontentement et grèves, sauf quand ça se passe dans ses locaux. Mais là, ses articles sont toujours prêts : c'est la faute à ces rouges de la CGT du Livre.

Le modèle allemand

Depuis des lustres tout ce qui représente finance et patronat défile sur les plateaux TV français. Les éternels « experts » en économie nous assènent à longueur d'émissions que les travailleurs français et leurs syndicats doivent prendre modèle sur notre voisin allemand et son économie florissante, ses salariés acceptant de bas salaires, ses syndicats « responsables ». Et puis, patatras ! Qu'apprenons-nous (sur France 2 de surcroît) ? Que des grèves ne cessent de se déclarer Outre-Rhin : transport ferroviaire, aérien, écoles, crèches... Entre 2010 et 2013 les conflits sociaux ont été multipliés par dix. Revendications ? Augmentation des salaires et partage plus équitable du produit de la croissance. Finalement nos experts économiques ont sans doute raison ; suivons l'exemple de l'Allemagne : tous en grève.

À Grenade, le crime eut lieu

Le 19 juillet 1936, Federico García Lorca était assassiné par les forces factieuses soulevées contre la république espagnole. La Terre entière le savait, mais le régime franquiste n'a jamais voulu l'admettre, faisant circuler diverses versions de la mort de Lorca : querelle familiale, crime passionnel dans le milieu homosexuel, victime collatérale de la guerre civile. Tout, sauf reconnaître qu'il s'agissait d'un crime politique. Pour la première fois documents policiers et courriers ministériels ont été diffusés par le journal en ligne Eldiario.es et la radio Cadena SER, révélant officiellement l'implication des putschistes franquistes dans l'arrestation puis l'exécution du dramaturge andalou pour ses idées. Il aura donc fallu attendre soixante-dix-neuf ans pour rendre publique ce que la dictature puis les autorités « démocratiques » (de droite et de gauche), ne manquaient pas de connaître, à savoir que García Lorca avait été exécuté après « avoir avoué ». Avoué quoi ? Qu'il était de gauche, franc-maçon, homosexuel ? Les trois mon général.

Météo syndicale



« **TANT QUE NOUS ENDURERONS** les patrons, tant que nous engraisserons cette charognerie, nous serons malheureux comme les pierres du chemin. » Ainsi s'exprimait Emile Pouget en 1891 dans les pages du *Père peinar*. Quelques années plus tard c'était la CGT porteuse de promesses émancipatrices. Tout le mouvement anarchiste était-il uni dans cet effort militant ? Pas tout à fait, certains pensaient que le tort du syndicalisme était de s'adresser aux seuls travailleurs, que l'anarchisme s'adressait à tous les individus... Polémiques du passé ? À voir.

En ce moment où on cause des 120 ans de la CGT, ça n'arrête pas sur le glorieux passé. Que disait-on des nôtres au début du siècle dernier ? Prenons, au hasard, Alexandre Losovsky, dirigeant de l'Internationale des syndicats rouges, au début de son livre « Le mouvement syndical avant, pendant et après la guerre ».

« La deuxième tendance, qui est l'antipode du trade-unionisme est connue sous le nom d'anarcho-syndicalisme. Si le trade-unionisme est lié aux pays anglo-saxons, l'anarcho-syndicalisme l'est aux pays latins. En France, patrie de l'anarcho-syndicalisme, il a pris son développement maximum et c'est là qu'a surgi sa théorie, qui a rallié dans les pays latins les sympathies d'un nombre important d'ouvriers. Quels sont les traits essentiels de l'anarcho-syndicalisme ? Les trade-unionistes, comme on l'a vu, se préoccupent exclusivement des intérêts étroitement corporatifs, des intérêts de telle ou telle catégorie du travail. L'anarcho-syndicalisme (et c'est ce qui représente, certainement, le progrès qu'il a réalisé), envisage des intérêts généraux de la classe ouvrière. Ce fut jadis une réaction très saine d'une certaine partie du prolétariat contre l'opportunisme et le réformisme régnant dans les organisations syndicales et politiques. Ainsi, le premier trait distinctif de l'anarcho-syndicalisme, c'est qu'il a posé des problèmes concernant l'ensemble de la classe ouvrière et la lutte, non pour l'amélioration du système capitaliste, mais pour la destruction de ce système.

Un second trait qui caractérise les tendances anarcho-syndicalistes dans le mouvement ouvrier international, c'est son caractère antipolitique. Les anarcho-syndicalistes mettent au premier plan, dans la lutte sociale, les syndicats. Sauf les syndicats, il n'y a, selon eux, aucune organisation capable de vaincre le capitalisme. Tous les partis politiques, affirment les anarcho-syndicalistes, des partis bourgeois jusqu'aux socialistes, ou même communistes, sont au point de vue social, des organisations mixtes, cependant que les syndicats sont des organisations purement ouvrières. Le parti est une union de citoyens, le syndicat est une union de producteurs. Le parti peut grouper aussi bien des ouvriers et des individus issus d'autres classes ; le syndicat, lui, n'englobe que des ouvriers. Les anarcho-syndicalistes en tirent ce principe que le syndicat doit avoir la priorité sur le parti.

Le syndicat devient ainsi l'instrument principal de la révolution sociale. D'autre part, selon les théoriciens et les praticiens de l'anarcho-syndicalisme, [...], les syndicats sont pour la classe ouvrière, non seulement un point d'appui dans la lutte pour la destruction de la société capitaliste, mais aussi la cellule d'où sortira la société future. » Diable... on aimerait connaître la suite, après les lauriers les boulets rouges, on peut leur faire confiance ! Il suffit de chercher sur internet à Losovsky : « Né en Ukraine d'une famille juéo-russe, il adhéra au Parti bolchevique en 1901. Après la Révolution de 1917, il devint le premier secrétaire général de l'Internationale syndicale rouge (Profintern). C'est à cette occasion qu'il utilisa le néologisme d'« anarcho-syndicalisme », conjointement avec le terme d'« anarcho-réformisme », pour disqualifier la minorité de la CGTU. » Ben voilà, il n'y a pas besoin de discours ! Comme quoi hier comme aujourd'hui gare aux louanges diverses. Nous entendons l'anarchosyndicalisme comme une pratique actuelle, pas une simple référence au passé !

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Seguí de la FA

Mariage pour tous : **Tout ce foin pour rien !**



L'INSEE vient de publier les chiffres du mariage pour tous. Depuis la promulgation de la loi Taubira en mai 2013, 17 500 mariages entre personnes de même sexe ont été célébrés en France (7 500 mariages en 2013, puis 10 000 en 2014), soit seulement 4 % de l'ensemble des mariages civils en 2014 (241 000). On se souvient du 23 avril 2013 : après 136 heures de débats houleux au Parlement, ponctuées par les innombrables «manifs pour tous», l'Assemblée nationale adoptait par 331 voix pour et 225 contre, le projet de loi dit du «mariage pour tous», ouvrant le mariage civil et l'adoption aux couples homosexuels.

La France devenant le 14^{ème} pays à légaliser le mariage entre personnes de même sexe, comme en Belgique ou aux Pays-Bas le soufflé a fini par dégonfler. Les hordes hystériques conduites par les Frigide Barjot, Christine Boutin, Ludivine de la Rochère et autres Béatrice Bourge ou Nadine Modano (et soutenus par tous les réacs, ultra-cathos et leurs amis fachos) qui pronostiquaient promettaient la guerre civile se sont résolues à trouver de nouveaux chevaux de bataille comme l'euthanasie ou la GPA. En 2013, l'obtention d'un nouveau droit a certainement favorisé un engouement de la part des couples homosexuels formés depuis longtemps qui attendaient ce moment et se sont mariés le plus rapidement possible. Pour certains, il s'agissait d'un acte politique (ce fut mon cas...), pour faire la nique aux homophobes.

De fait, le nombre de Pacs a mathématiquement diminué. Au niveau de la répartition entre les sexes, 54 % des mariages ont concerné des couples homosexuels masculins en 2014 (59 % en 2013) par rapport aux couples féminins. La moyenne d'âge des hommes de couples de même sexe qui se sont mariés

en 2013 est de 50 ans, contre 43 ans pour les femmes. Pour les couples hétérosexuels, on note 32,3 ans pour les hommes, 30,5 ans pour les femmes. Alors que nombre de maires récalcitrants s'étaient déclarés dans les médias et sur les réseaux sociaux, prêts à braver la loi et ne pas officier dans le cas de mariages de personnes de même sexe, 6 000 d'entre eux s'y sont résolus à le faire et l'on a peu noté de refus.

Certains maires plus déterminés que les autres trouvant le subterfuge de reléguer symboliquement cette tâche à leurs adjoints. Il faut dire qu'un maire qui prendrait des mesures (y compris même par son inaction) pour que les mariages de couples de même sexe ne puissent pas se dérouler dans sa commune, risque jusqu'à cinq ans de prison, assortis d'une amende de 75 000 euros, de quoi refroidir les plus hardis opposants de la manif pour tous. On a cependant assisté à plus de mariages homos dans les grandes villes de plus de 200 000 habitants. Concernant à présent les adoptions, selon le ministère de la justice, en date de juillet 2014, 95 % de cas dans lesquels les tribunaux saisis de demandes d'adoption formulées par les épouses de mères d'enfants nés à l'étranger sous procréation médicalement assistée (PMA) se sont prononcés favorablement. Sur les 721 demandes d'adoption d'enfant né d'une PMA à l'étranger au sein d'un couple de femmes, 281 décisions sur 295 sont positives, soit 95 % des cas. Hormis cette note du ministère de la justice, il est donc difficile de disposer de chiffres précis en matière d'adoption par les couples de même sexe, le ministère faisant valoir que «les statistiques ne font pas de distinction entre couples adoptants». Pour autant, quatre couples de femmes ayant eu recours à la PMA à l'étranger ont obtenu en

appel l'adoption de leurs enfants, près d'un an après un refus en première instance du TGI de Versailles, le premier refus d'un tribunal en France (sans vouloir faire de plus mauvais esprit que ça : encore un coup des Versaillais). L'INSEE ne possède pas encore de données sur le nombre de divorces prononcés depuis le vote de la loi. Pourtant un des slogans entendu durant les contre-manifs pour les droits pour tous et qui m'a ravi était : «Nous voulons le mariage pour tous, afin de pouvoir divorcer comme les hétéros» ! Cette poussée en faveur des mêmes droits pour tous a-t-elle eu pour conséquence de faire avancer les mentalités ? Toujours est-il que le 3 avril, l'Assemblée nationale a adopté à la quasi-unanimité, un amendement à la loi Santé contre l'exclusion des homosexuels séronégatifs du don de sang (une revendication que nous avons longuement défendue). En parcourant la presse nationale, j'ai enfin appris que les sondages annoncent que 68 % des Français se déclarent favorables au mariage pour tous et 53 % favorables à l'adoption par des couples homosexuels...

Alors, en attendant que les intégristes cathos et leurs grands potes fachos ne reconfisquent le débat à propos de l'euthanasie et ne brouillent les pistes d'analyses (à mon sens effectivement nécessaires au sujet de la GPA) avec leurs arguments récurrents du respect de la Vie et de leur sempiternelle ritournelle d'un papa et une maman... Sachons savourer ce moment d'accalmie sur les sujets de société !

Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Un premier mai **agité** à Milan



Bali

*groupe Regard noir
de la Fédération anarchiste*

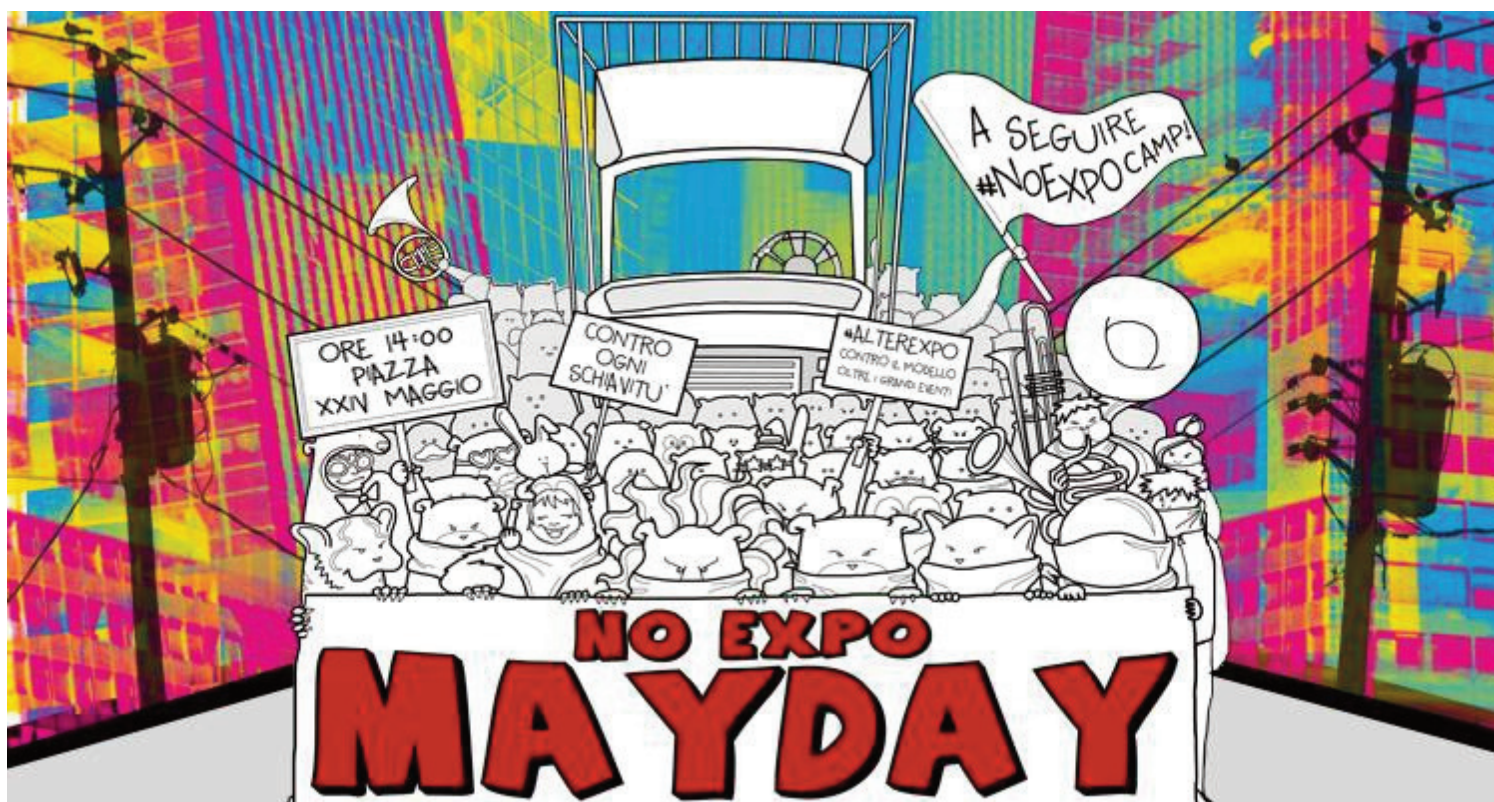
LE PREMIER MAI dernier à Milan, entre 20 et 50 000 personnes ont manifesté à l'occasion de la fête des travailleurs et des travailleuses et notamment contre l'Exposition Universelle (ou Expo) qui ouvrait ses portes le même jour. Durant cette manifestation, un millier de personnes ont attaqué la police et les vitrines du trajet.

Il est important de comprendre un peu la situation de l'Expo pour comprendre cette manifestation, étant donné qu'habituellement, elle ressemble plus à une techno parade qu'à une journée de lutte et que cette manifestation est désertée par les anarchistes.

Tout d'abord, rappelons que cet énorme événement qui se déroule tous les quatre ans environ est toujours au service des multinationales et au détriment des prolétaires. Par exemple, pour celle-ci, les financements sont à 90 % publiques pour des retombées quasi exclusivement privées. Notons aussi que cette Expo en particulier est entachée de divers aspects peu reluisants. On peut parler notamment de liens quasi ouverts avec des mafias (plusieurs responsables ont été arrêtés en janvier dernier pour ces liens). On peut aussi

évoquer les dépassements de budgets et les retards systématiques dans les chantiers, qui ont fait encore davantage grimper la note. Citons aussi les expulsions de lieux occupés et d'habitants en retard de paiement. La mairie avait annoncé 200 expulsions avant l'Expo, mais les luttes et les résistances populaires ont permis d'en éviter une grande partie. Enfin, l'Expo demande des milliers de travailleurs et travailleuses gratuits, des « volontaires pour l'Expo », des jeunes qui travaillent pour l'honneur et « parce que ça fait bien sur le CV ». De grosses luttes contre ce travail gratuit ont eu lieu et aujourd'hui la majorité des postes reste vacante. Il y aurait de nombreux aspects à traiter sur l'Expo (l'interdiction du droit de grève pour les ouvriers des chantiers de l'Expo, la volonté d'interdire la manif du 1er mai et de forcer les travailleurs de la Scala à travailler ce jour-là, la publicité partout, les coupes budgétaires dans l'éducation, la destruction de parcs publics pour faire des immeubles etc), mais de bons articles existent sur le sujet, concentrons-nous sur le premier mai.

Les « assemblées du mouvement » (autonome) nationales ont annoncé cinq grandes



journées de lutte contre l'Expo et son monde :

Le 29 avril, une manifestation, qui a rassemblé 1 500 personnes contre un rassemblement fasciste. C'était la première fois qu'une telle manifestation avait lieu pour s'opposer au défilé fasciste, qui, lui, a lieu tous les ans.

Le 30 avril, une manifestation nationale étudiante, qui a peu rassemblé (entre mille et deux mille personnes) et qui s'est finie en affrontement, comme souvent les manifs étudiantes ici. Et ouverture du camping pour accueillir les non-milanaïes.

Le 1er mai, que nous évoquerons plus bas.

Le 2 mai, un appel à des « actions diffuses contre l'Expo », c'est à dire que chaque groupe organise l'action qu'il préfère, ce qui a donné un tour de la ville en vélo, des banderoles affichés ou un pic-nique devant un des sponsors de l'Expo, entre autres choses.

Et le 3 mai, une grande assemblée pour décider des suites à donner durant les six mois de cet événement.

Parlons du premier mai spécifiquement. Un appel national et international a été lancé et force est de constater qu'il a été suivi. Par exemple, à la manif antifa du 29 mai, les slogans en italien étaient au moins aussi nombreux que ceux en allemand, en grec ou en espagnol. Le camping ouvert pour les non-milanaïes réunissait plusieurs centaines de personnes, sans compter celles qui se sont fait loger dans des lieux occupés ou directement chez des militants. La police faisait monter la pression en expulsant la plupart des étrangers qu'elle attrapait, en attaquant les centres sociaux (officiellement pour chercher des choses illégales pour le premier mai), en contrôlant à la sortie des gares et en bloquant les cars s'approchant de Milan.

Ce qui a été globalement décidé, après de

nombreuses discussions parfois houleuses, est que ceux et celles qui souhaitaient être « violents » devaient s'en prendre uniquement à la police, en un point précis, dans le but de faire une brèche et surtout (chose normale en Italie, où le respect de la diversité tactique est quelque chose d'essentielle mais qui a eu du mal à être accepté par certains internationaux, notamment français) sans mettre en danger la manifestation. L'objectif n'était pas forcément de casser des trucs (bon, les vitrines de banque, c'était toléré) mais surtout d'attaquer la police, ce qui est plutôt bien accepté en général, dans les mouvements italiens.

Pour leur part, les anarchistes milanaïes ont décidé de faire un cortège unifié derrière la banderole « Expropriamo Expo » (Exproprions l'Expo). Milan n'est pas une ville avec un très gros mouvement anarchiste, mais ce cortège a réuni plusieurs centaines de personnes et était loin d'être ridicule. La manifestation était divisée en trois secteurs (les collectifs autonomes, puis les travailleurs et enfin les partis politiques), le cortège anarchiste était intégré au secteur des travailleurs. Des camarades de toute l'Italie ont fait le déplacement et la Fédération Anarchiste Italienne comptait une délégation assez honnête.

Le mot d'ordre de « pas de casse sauf sur les flics » a été plutôt bien respecté dans un premier temps mais devant la quasi absence de police, il a été oublié par quelques uns et les premières vitres ont commencé à tomber au bout d'un tiers de la manifestation. Notons que des interviews de policiers dans les journaux italiens parlent du fait qu'ils avaient comme consigne de ne pas intervenir. De ce fait, il y a eu très peu d'arrestations : 11, dont un policier en civil (la vidéo fait beaucoup rire sur les réseaux sociaux) et cinq personnes

pour avoir tabassé le vice-préfet. Plus la manif avançait, plus le nombre de vitrines cassées augmentait. La police a chargé pour la première fois au moment où la première voiture a brûlé (au total 22 voitures brûlées et une centaine endommagées) ce qui a entraîné un mouvement de panique dans la manifestation, les partis politiques sont partis (bon débarras) mais les cortèges des collectifs, des syndicats et des anarchistes ont forcé la police à ne pas couper la manif en deux et, sous la pluie, nous avons terminé la manifestation aux cris de « Exproprions l'Expo, Exproprions tout ».

Suite à cette manifestation, des appels sur Facebook à nettoyer la ville ont été lancés par d'« honnêtes citoyens » : plusieurs dizaines de milliers de personnes sont allées, dimanche, volontairement, gratuitement et avec leur propre matériel, nettoyer les murs de la ville, Milan étant une ville particulièrement taguée. Ils étaient assez agressifs avec toute personne essayant de leur expliquer pourquoi être contre l'Expo. La conseil régional (dirigé par la Ligue du Nord, équivalent du Front National) a annoncé qu'il prendrait des mesures contre les Centres Sociaux milanaïes.

L'assemblée du 3 mai a refusé, respect de la diversité des tactiques oblige, de se dissocier des gens qui ont cassé des choses, malgré les demandes très insistantes de toute la classe politique.

L'Expo s'est inaugurée devant une assistance quasi vide, les hôtels sont remplis à même pas 40 % de leurs espoirs et la ville de Milan a embauché une entreprise spécialisée dans la dissimulation de travaux. Notons que plusieurs morceaux de pavillons se sont déjà écroulés, blessant gravement une touriste qui est encore à l'hôpital.

B.

Banalisation du fascisme

Danger !



Justhom

Groupe de Rouen
de la Fédération anarchiste

SOUS LE COUVERT de la démocratie, des brèches ont été ouvertes pour la propagande des idées pestiférées et nauséabondes, par les différents responsables des partis politiques au pouvoir. C'est ainsi que le fascisme est invité à la table des médias pour participer à la manipulation des consciences et démontrer qu'en dehors du capitalisme, il n'a pas d'issue. Il n'y a que des adaptations plus ou moins violentes. La crise, en fait, n'est qu'une arnaque du système pour se maintenir au pouvoir, malgré des sectateurs politiques totalement discrédités. Il faut surtout empêcher que le peuple prenne conscience de sa force et surtout qu'il décide d'entrer en scène.

La peur du peuple fait que les tenants du pouvoir, politique et patronal actuel qui détiennent l'ensemble des médias, font une large place à l'idéologie fascisante en privilégiant la montée du FN. Au nom de la démocratie, ils amènent ce parti raciste, xénophobe, homophobe, nationaliste, antisémite, violent... à la porte du pouvoir. Ce parti est la seule solution qu'ils ont aujourd'hui, pour perpétuer le système. Il s'agit pour eux de

démontrer que le FN est un parti respectable et à ce petit jeu Marine Le Pen leur donne satisfaction.

C'est pourquoi l'ensemble des médias tente de lui donner une figure d'honnête citoyenne. Mais, comme on dit, chassez le naturel, il revient au galop. Le sourire affiché se transforme souvent en rictus. Seulement, si ce parti accédait au pouvoir, les travailleurs, le peuple, le monde associatif contestataire et les opposants auront du souci à se faire... Il suffit de voir ce qui se passe dans les boutiques (mairies) tenues par le FN. Malgré tous les efforts pour montrer que ce parti dirigé par la caste familiale lepéniste est démocratique, il ressort de son discours démagogique que de la haine et du mépris envers le peuple. Il se sert des aspirations du peuple pour lui promettre que dès son arrivée aux affaires il y aura : du travail pour tout le monde ; le départ en retraite sera ramené à 60 ans et qu'elles seront augmentées ; la France sortira de l'Euro ; les frontières seront rétablies ; les immigrés seront renvoyés chez eux ; les logements seront réservés aux « vrais » Français et

en ce qui concerne le droit à la santé et à la Sécurité sociale si vous n'êtes pas français ce sera nient ! Bref la France aux Français !

Ce parti prétend lutter contre le système capitaliste et bancaire (pas celui des Russes, ni suisse), seulement la famille bourgeoise des Le Pen fait partie de cette grande famille capitaliste. Il faut savoir que si ce parti est violemment raciste, il est tout aussi violemment anti-ouvrier, il ne les aime pas.

Marine Le Pen, contrairement à son père, tente de se donner les apparences d'un love-lace mais, méfiez-vous, derrière le masque se cache une dangereuse tarasque.

La haine et la stratégie perverse véhiculées par le FN a pour but de détourner l'attention collective du peuple, pour continuer à imposer avec encore plus de force et de puissance l'injustice, la vexation, la cruauté, toujours au service du capitalisme. Ce en quoi, elle et son parti se placent dans la lignée des grands tyrans et dictateurs qui ont marqué l'histoire comme : Hitler, Mussolini, Franco, Mao, ou Staline... Ils n'ont rien à leur envier. Alors attention danger !

Voilà pourquoi, je ne dirai pas comme le font certains, que traquer les petites phrases fascisantes, les provocations de tel ou tel au sein du FN, repérer les candidats bleu Marine issus de tel groupuscule fasciste, que tout cela tombe à côté de la plaque. Bien au contraire, je pense que dénoncer les manipulations et la propagande politicienne doit être une lutte de tous les instants. Il ne faut laisser rien passer et continuer inlassablement à apporter l'antidote, car c'est vrai que les arguments simplistes du FN ont une sale tendance à pénétrer les cerveaux. Pour ma part, je continuerai tant qu'il me restera un souffle de vie à montrer toute la perversité de la propagande FN. Comme l'a fait, Patrick Schindler dans son article «Un front de la haine qui porte bien son nom» paru dans le ML 1770. Il a raison, car aujourd'hui, la lutte des classes ne s'arrête pas à la porte de l'entreprise, entre patron et ouvrier.

Elle doit être présente dans tous les secteurs de la société, de la vie sociale et notamment dans les médias. Voilà pourquoi, nous les anarchistes nous devons impérativement ne pas rester muets et surtout ne pas mettre notre drapeau en berne. Nous ne devons pas abandonner le terrain de la lutte des idées. Si dans notre presse, nous n'apportons pas nos idées, autant dire que nous laissons le champ libre, justement, aux idées les plus réactionnaires et bien entendu fascisantes, et nous commettrions une grande erreur politique.

Mais plus grave encore, le fascisme n'est pas que l'apanage du FN, il est partout de la droite Sarkozyenne en passant par «Debout la France» et autres partis extrémistes...

N'est-ce pas Sarkozy, qui, au sujet du projet de loi sur le droit d'asile donne l'ordre à ses troupes de ne rien lâcher au FN et fustige «les déboutés du droit d'asile qui alimentent l'immigration clandestine.» En conséquence, il

ordonne à ses sectateurs de tout tenter pour faire barrage à ce texte. Le danger est que la montée du fascisme est partout, son odeur imprègne la société, cela devient irrespirable. Le discours nauséabond est relayé par des médias complaisants. Il ne se passe pas une journée sans que non seulement le FN, mais aussi les partis qui lui collent aux basques et les experts estampillés sociologues et autres analystes défilent dans les médias pour soi-disant débattre du problème. Mais en fait, ils ne font qu'alimenter et offrir une tribune à la diffusion des idées les plus rétrogrades qui soient.

C'est ainsi que dans la bouche du citoyen lambda, nous n'entendons plus que la phraseologie des dominants. Le chômage, c'est de la faute des immigrés, l'insécurité est due aux Roms, la violence ce sont les jeunes maghrébins des cités, le trou de la Sécurité sociale est dû aux familles étrangères qui ont trop d'en-

fants, les logements sociaux sont destinés aux étrangers, les Français eux doivent attendre des années avant d'en obtenir. Ou encore, il n'est pas rare d'entendre les travailleurs plaindre leurs patrons accablés de charges sociales et justifier les bas salaires et le non paiement des heures supplémentaires. Ils vont même parfois jusqu'à remercier leurs exploiters de ne pas les licencier, accepter des baisses de salaire et à manifester à leurs côtés. Comme on peut le constater, la lutte des classes passe également par une explication de texte afin d'apporter une autre information, non tronquée, afin de montrer et de démontrer que les responsables de tous les maux, de la pauvreté, de la misère et de la dureté de la vie ne sont pas les «AUTRES», mais bien le patronat, les politiciens et bien entendu le FN. Il convient donc d'avoir les pieds sur terre et de ne pas vivre à côté de ses pompes ou en vase clos. Pourtant, c'est le sentiment que j'éprouve quand





j'écoute ou je lis les propos de certains dans nos rangs. Je pense qu'ils ne vivent pas dans le même monde que moi. Surtout lorsqu'ils veulent distinguer le fascisme du nazisme (on mesure le poids des mots) et là, j'ai hélas le sentiment très profond qu'ils voient en Marine Le Pen une grande humaniste. Pourtant, c'est aussi saugrenu que si les féministes entreprenaient la réhabilitation de Landru ou de Strauss-Kahn ou si le pape proposait la béatification de Bakounine. Vouloir distinguer le fascisme du nazisme n'est pas pertinent, à mon avis le fascisme peut se décliner de plusieurs façons comme : le franquisme, le stalinisme, le salazarisme, l'hitlérisme, le maoïsme, le mussolinisme... Certes, sur la forme, le fascisme ne porte pas le même nom, mais sur le fond, il engendre toujours la violence, l'État policier, les atteintes aux libertés, la répression, l'emprisonnement et la mort...

À toutes fins utiles, voici ce que dit le «Nouveau Robert» de la langue française concernant le fascisme : «*Doctrine, système politique que Mussolini établit en Italie en 1922 (totalitarisme, corporatisme, nationalisme et respect des structures capitalistes)*», ou encore : «*Doctrine, tendance ou système politique visant à instaurer un régime autoritaire, nationaliste, totalitaire comparable au fascisme.*» Tous les partisans d'un régime analogue sont fascistes même lorsque comme les fascistes espagnols ils se nomment des «phalangistes».

Je pense également que c'est une légère erreur d'analyse quand on estime que le fas-

cisme historique s'appuyait sur un lumpenprolétariat de chômeurs, de précaires, de déclasser ou d'anciens combattants alors que celui-ci n'existe plus de nos jours. » Ah bon ! ?

Il faut ouvrir les yeux, écouter et regarder ce qui se passe autour de nous : près de 20 millions de personnes en situation de précarité dans le pays, des enfants pauvres, des retraités réduits à faire la queue devant les Restaurants du cœur et les banques alimentaires, des mères de famille qui vivent seules avec des enfants à élever, qui pour les nourrir et se nourrir doivent avoir recours à la mendicité, faire la queue devant les épiceries dites «sociales», et subir bien souvent les vexations et les humiliations de l'administration tatillonne, car, on ne sait jamais des fois qu'elles essaieraient de tricher. C'est bien connu, les pauvres sont tous des voleurs, des menteurs... On verrait également des travailleurs pauvres qui, avec à peine le SMIC, n'arrivent pas à boucler les fins de mois, ainsi qu'un grand nombre de retraités, contraints d'avoir recours aux associations caritatives. Tous ces travailleurs pauvres et toutes ces personnes en situation de précarité sont obligés de faire des choix dramatiques comme : payer le loyer qui parfois représente la moitié de leurs ressources ou ne pas payer l'électricité, le gaz, l'eau pour pouvoir se nourrir et nourrir leurs enfants. Trop souvent, les questions de santé pourtant primordiales passent au second plan. Il n'est même plus question de prendre rendez-vous chez le dentiste, chez l'ophtalmologiste ou chez un quelconque spécialiste.

Quant aux vacances et les loisirs pour les enfants, cela reste du domaine du rêve.

Ne pas voir que la population se paupérise à une vitesse vertigineuse relève de l'inconscience, d'autant que c'est ce terreau qui nourrit le fascisme et il est tout ce qu'il y a de réel. Tous les ingrédients de l'arrivée des fascistes aux affaires sont là. On dit que l'Histoire ne se répète pas mais quelquefois elle bégaye, il y a des similitudes qui ne trompent pas. Nier cet état de fait, c'est faire le jeu du système capitaliste. Alors, ergoter sur quelles sont les couches sociales qui votent frontiste, les chômeurs, les précaires, les travailleurs pauvres, les jeunes, les retraités, les classes moyennes embourgeoisées ou pas relève de l'irresponsabilité. Pendant que l'on tergiverse si oui ou non le FN va accéder au pouvoir ou s'il est devenu un parti respectable ou encore le premier parti de France, le grand patronat et les responsables des partis politiques de droite comme de gauche lui préparent sa couche et s'apprêtent à le border. Ils iront même jusqu'à l'introniser sur les fonts baptismaux du capitalisme, des affairistes et de la finance, afin de le parer de toutes les vertus, pour embobiner la population.

Alors, la lutte contre la montée du fascisme doit être une lutte de tous les instants. Il ne faut rien céder et dénoncer, dénoncer sans relâche avant que cette idéologie puante se répande sur le pays et ne maintienne le peuple sous une chape de plomb.

J.

Lettre aux **anarchistes**



Phan-Van Jean-Louis

POUVONS-NOUS ne pas percevoir ni craindre l'avenir qui semble se dessiner, non plus à long mais à court terme, sans pour autant céder aux sirènes du catastrophisme ?

Pourtant, c'est le pire qui s'annonce à la fois imperceptiblement et parfois avec éclat.

Le réchauffement climatique est déjà à l'œuvre et ne peut plus être contesté. D'autres désastres écologiques silencieux, visibles ou pas, s'accumulent au fil des informations qu'on obtient.

Je ne rappellerai donc pas ici tous les méfaits du capitalisme dans sa destruction presque systématique de la nature et ce, au niveau mondial qui ne lui laisse aucune terre lui échapper !

Dans ce constat édifiant et lucide qui pourrait encore nier la question écologique puisque c'est l'avenir même de l'humanité qui est posé ?

Si par le passé, le mouvement anarchiste s'est difficilement relevé des barbaries du 20^e siècle exercées par le fascisme brun ou rouge, avec cette question, il s'agit d'un défi autrement plus capital quant aux conséquences qu'elle pourrait produire.

Pourtant, il semble que la plupart des militants anarchistes font comme si cette question n'était toujours pas importante, incontournable ni essentielle, en s'entêtant à n'y voir qu'une préoccupation de bobos quand ce n'est pas pour certains une dérive à forte potentialité fasciste !

Alors que la question écologique s'impose au niveau planétaire, chaque mouvement libertaire continue à s'activer dans un cadre national selon des types d'intervention datant le plus souvent du siècle passé. À savoir pour les uns, l'activité syndicale et pour les autres des interventions culturelles ou plus spécifiques ou encore pour une minorité l'insurrectionnalisme. Mais en gros, avec un message non pas identique mais très proche de celui du siècle passé ! Avec comme référence le prolétariat ou l'individu comme sujet révolutionnaire. Certes les archétypes que furent l'anarchosyndicalisme, le communisme libertaire ou l'individualisme ont perdu beaucoup de leur pertinence mais ils continuent aujourd'hui encore à inscrire et à modeler l'activité d'un grand nombre de militants.

En majorité, les anarchistes pensent tou-

jours que seule la lutte de classe s'exerçant sur le terrain économique, c'est-à-dire les entreprises, presque exclusivement pour certains, est susceptible de changement et regardent donc l'écologie avec dédain.

Pourtant à partir des questions écologiques, on peut interroger le modèle de développement et de production et donc, de la place de l'économie, de sa finalité dans nos sociétés. Comme dans les années 70, on peut dire « on arrête tout, on réfléchit » mais pas de façon utopique, joyeuse et festive de cette époque comme une invitation à rêver mais par nécessité et urgence.

Une révolution copernicienne

Avec cette lettre, je n'ai nulle intention de décliner une révision de l'anarchisme ni de prendre une position définitive sur un choix unique d'intervention militante

En revanche mon but est très clair !

Il s'agit d'interpeller l'ensemble du mouvement anarchiste sur la question écologique.

J'écris donc cette lettre, en toute modestie mais avec conviction, pour convaincre les camarades à s'y investir massivement et avec ampleur. À l'instar de Pelloutier qui dans sa fameuse lettre aux anarchistes invitait les compagnons à rejoindre les syndicats.

Mais ce choix relevait pour finir, d'une tactique ou d'une stratégie, sans pour autant être définitif et partagé par l'ensemble des militants comme le montrèrent les débats autour de cette question pendant le congrès d'Amsterdam de 1907. Aujourd'hui il se poursuit encore...

Mais pour l'écologie, je crains fort qu'il ne s'agisse plus d'un choix mais bien d'une obligation impérative, de reprendre à notre compte cette question.

Si un nombre important de camarades participèrent au début du mouvement écologique, les plus nombreux — dans ceux qui ont continué l'aventure — sont aujourd'hui perdus pour nous, car ils se sont ralliés définitivement au principe partidair et parlementaire en abandonnant la pratique de l'action directe.

Bien évidemment ma proposition, ce n'est pas un appel à rejoindre les Verts qui avec le temps en cédant aux sirènes du parlementarisme et du soi-disant réalisme, est devenu un parti semblable aux autres où se déchirent des personnalités ambitieuses, sans relief, mais surtout avides de place ministérielle et qui se prêtent avec facilité aux compromissions et aux marchandages électoraux. Nous sommes loin, très loin des débordements libertaires du début.

Oublions-les... Fort heureusement l'écologie n'est pas une marque déposée et faisons de cette revendication, l'enjeu du 21^e siècle, un combat anticapitaliste et anti-étatique.

Nous devons le faire maintenant car la bataille a déjà commencé et son territoire d'intervention est mondial, la pollution n'ayant pas de frontière infranchissable !

Déjà boire, respirer ou manger est source de danger et même potentiellement de mort ! L'empoisonnement du vivant par des particules chimiques dangereuses est général et établi.

Il est même peut-être déjà trop tard pour inverser des tendances déjà actives depuis trop longtemps !

Entre l'effondrement de la civilisation ou le renforcement totalitaire, qui deviennent des scénarios possibles, il n'y aura pas de juste milieu ou même de moindre mal !

Mais laissons la résignation à d'autres et engageons-nous maintenant, amplement avec conviction et désintérêt car c'est urgent !

L'écologie que nous proposons de défendre, c'est celle que nous avons connue au début de son apparition lorsque celle-ci faisait partie de la contestation générale à la suite de mai 68.

D'ailleurs beaucoup d'entre nous participèrent à ses premières mobilisations, contre le nucléaire mais pas seulement. Nous étions partout, là où il y avait des raisons de contester et de dénoncer.

Il ne s'agit donc pas pour nous d'une volonté de récupération mais plutôt d'un retour sur un terrain qu'on n'aurait jamais dû abandonner.

La question sociale est au cœur de l'anarchisme depuis sa création historique comme mouvement distinct. Mais la pensée anarchiste par ses interrogations, qui ne lui laissent rien d'étranger aux questions du rapport de l'homme avec son milieu et la nature, peut donc en toute logique rencontrer, sinon accompagner avec bonheur, la question écologique. Pour cela, et même si nous pouvons chercher et trouver des éléments précurseurs chez certains auteurs anarchistes célèbres, sans même évoquer l'un des plus connus : Murray Bookchin, son acuité seule est déjà suffisante pour nous interpeller et nous impliquer.

Dès à présent, tout en poursuivant certaines interrogations, on peut s'investir au quotidien et durablement dans l'intervention militante de l'écologie sociale. D'ailleurs, des camarades sont déjà à l'œuvre ici et maintenant, frontalement comme à Sivens ou à Notre-Dame-des-Landes, ou plus discrètement à travers des initiatives locales, parfois sans lendemain, mais aussi inscrites sur la longue durée.

À mon avis, le terrain de l'écologie est particulièrement propice à la militance anarchiste. D'abord, en nous faisant descendre des cimes ou des spéculations nébuleuses pour nous faire affronter la réalité quotidienne des pollutions, celle des désastres industriels ou des projets dangereux pour l'environnement. Comme le syndicalisme, l'écologie fait appel à une forte dose de principe de réalité. Non pas celui du réalisme assimilé au cynisme, mais celui qui permet de se coltiner avec les difficultés et les problèmes, et cela en pleine lumière. Visible par tous, la lutte écologique doit être acceptée et reprise par les premiers

intéressés, ceux et celles qui subissent en premier les préjudices, avec si possible leur participation pleine et entière.

Cette participation directe de tous sur un modèle d'auto-organisation relève d'un mode anarchiste de lutte. Les grandes luttes à caractère écologique d'hier se sont faites de cette manière, elles ne passaient pas par la médiation partidair. Le terrain de la lutte, là où précisément s'exerçait la pression était essentiel et à la portée de tous.

C'est ce caractère éloigné des joutes verbales du parlementarisme qui nous rapproche nous autres les anarchistes de toutes les luttes écologiques non encore phagocytées, utilisées ou récupérées par les politiques.

Par ailleurs, l'engagement écologiste est vaste, d'une ampleur presque démesurée : il offre à toutes les bonnes volontés de quoi s'investir selon ses compétences, ses affinités et ses centres d'intérêts. À partir de toutes ces luttes, une contre-société pourrait se mettre en place et permettre « une propagande par le fait » au sens d'exemplarité, de démonstration, certes limitée et provisoire, mais apportant ici et maintenant des solutions. Aujourd'hui, de nombreuses personnes, jeunes ou plus âgées, sont à la recherche d'un engagement concret mais ne trouvent pas de quoi satisfaire leur soif de justice et de solidarité. Le mouvement anarchiste gagnerait beaucoup en étant dès à présent plus constructif et alternatif. En proposant et en développant ce type de pratique sociale, le mouvement s'émanciperait de l'image de violence qui lui colle à la peau et qui en partie lui vaut d'être marginalisé. Rien à voir avec une volonté de respectabilité ou de renonciation à ses idéaux, mais le choix de s'implanter socialement et durablement pour un mouvement qui garde encore ses prétentions de changer le monde !

Enfin, dois-je rappeler que l'écologie dont nous parlons n'a rien à voir avec l'expression d'un sentimentalisme ni non plus d'un retour à la terre façon réactionnaire.

Confrontée sur le terrain, aux dégâts du capitalisme dans ses aspects les plus dévastateurs et en s'y opposant, incontestablement et logiquement, l'écologie peut aller plus loin qu'une dénonciation et remettre en question ce système qui génère intrinsèquement la destruction. Bien sûr, certains écolos ne proposent que de limiter ou d'encadrer juridiquement la pollution mais c'est à nous de pousser la contestation jusqu'à son point de rupture.

Notre combat écologiste doit se mener comme le séparatisme ouvrier d'hier et surtout pas à la façon citoyenne qui met l'accent sur le comportement individuel et épargne les responsabilités premières du capitalisme.

Certes au quotidien chacun de nous participe à cette autodestruction mais on ne peut mettre sur le même plan le consommateur lambda et le dirigeant industriel avec des pouvoirs décisionnels et disposant à la fois de



moyens importants et qui sévit au niveau national et parfois international.

Cette précision n'est pas pour autant opposée au fait que chacun de nous à son niveau doit se saisir de ses possibilités d'intervenir dès à présent sans attendre des éventuelles dispositions législatives ou des mesures prises par les pouvoirs publics que nous savons par nature à la traine.

C'est pourquoi les vertus de non-collaboration, d'insoumission ou encore de désobéissance nous semblent bien plus indispensables que celles du civisme qui sont souvent réduites aux seules participations électorales.

L'adieu au prolétariat ?

Si hier la participation des anarchistes au

mouvement ouvrier n'a pas abouti à la chute du capitalisme, l'alliance avec l'écologie n'est pas non plus une garantie d'y parvenir, mais nous n'avons guère le choix ou alors attendre que cette question s'occupe de nous, mais cela se fera alors à nos dépens.

Il n'y a aucun « Adieu au prolétariat », car nous ne donnons pas à cette classe un rôle messianique, qui suppose que sa libération sera en même temps celle de l'humanité.

Du reste aujourd'hui, la situation sociale pousse les travailleurs sur des positions défensives et pas vraiment révolutionnaires, pour ne pas dire conservatrices !

Comme anarchistes, nous ne laisserons jamais les pauvres, dont doit-on le rappeler nous faisons partie, pas seulement au niveau

du cœur mais aussi socialement pour la plupart d'entre nous. Mais nos tâches politiques, aujourd'hui d'une portée historique, doivent impérativement s'inscrire dans une démarche de rupture avec le système capitaliste. Depuis des lustres, nous nous sommes employés à améliorer les conditions sociales, mais finalement, à quoi avons-nous abouti ? Nous avons beau animer des syndicats, des associations et mener des quantités de luttes sans ménager nos efforts avec un désintéressement absolu, et malgré cette militance nous faisons du « sur-place », en étant quasiment invisibles !

Comme anarchistes, nous l'avons dit, nous devons opérer une révolution copernicienne qui modifie notre perspective de la lutte sociale pour ne plus considérer la lutte de type

syndicale comme la seule et unique voie qui serait révolutionnaire, car de nature anticapitaliste.

Même si une grève garde son caractère subversif et peut produire des changements et des prises de conscience, à commencer chez ceux et celles qui la mènent, elle dépasse rarement l'espace de l'entreprise. Où sont du reste ces luttes à caractère anticapitaliste ? Lip semble définitivement oublié et inconnu des nouvelles générations. Nous sommes loin très loin des revendications remettant en cause l'organisation du travail ou la hiérarchie, que nous jugions exemplaires dans les années 1970. Aujourd'hui, le débat porte essentiellement sur les politiques d'austérité ou pas, dont l'adoption est censée déterminer l'alternative. Triste époque et recul sans précédent !

En fait, trop longtemps, et par opposition au marxisme partidair, nous avons cru que seul le terrain économique était fondamental pour exercer l'anarchisme militant. Il n'y avait pas de salut autre que celui du mouvement ouvrier et celui de la lutte de classe, en oubliant la dimension politique, qui doit-on le souligner, ne se réduit pas pour nous à la sphère étatique, mais occupe un espace plus général, partout où s'exerce finalement la domination. En sachant depuis les années soixante-dix que l'oppression ne se réduit pas à la figure de l'opresseur. La question, je vous l'accorde c'est de pouvoir être opérant dans l'ébranlement de l'ordre social, où peut-on le subvertir ? Là où il existe des rapports d'exploitation et de domination, bien sûr. Mais la question, c'est comment se déploie d'abord la résistance puis ensuite comment elle se transforme en alternative.

Comme anarchistes nous restons des activistes apartidaires donc non alignés sur la conquête de l'Etat ni même sur des sièges de députés mais cette non-participation à la démocratie dite représentative ne nous réduit pas à la seule contestation qui veut dire l'impuissance pour certains. À la stratégie électorale, nous opposons la rue, c'est-à-dire une opposition en acte, une démocratie réellement participative sur le terrain de la lutte qui peut être multiforme mais pas de type militaire à la mode léniniste car nous savons qu'elle conduit à renforcer l'Etat. La subversion de l'ordre social ne se conjugue pas obligatoirement avec la violence. Pour mettre son emprise en panne, nous pouvons nous réapproprier les expériences riches et inventives des dernières années mais aussi celles historiques du mouvement social international.

À l'échelle humaine, notre satisfaction apparaît non pas médiocre mais insuffisante pour les transformations sociales auxquelles nous aspirons depuis toujours.

Finalement, nous arrivons au constat que le syndicalisme n'est pas révolutionnaire car celui-ci est sans doute trop imbriqué au système et à la production pour ébranler le capitalisme. En ce sens, je crois que nous n'avons pas pris suffisamment en compte l'échec de la

reconstruction de la CNT en Espagne, dont on n'a tiré jusqu'à aujourd'hui aucune leçon. Je pense de plus en plus que c'est moins les manœuvres déstabilisantes des uns et des autres, des diverses fractions ou encore des provocations — même s'il ne faut pas les ignorer — que l'impossibilité de reproduire quasiment à l'identique, avec un langage sourd, une expérience finalement historique et donc définitivement passée. En clair, l'anarcho-syndicalisme d'hier n'était plus conciliable avec un mouvement social et des travailleurs, certes très combattifs, mais pas pour autant révolutionnaires.

Finalement, le prolétariat d'aujourd'hui en Europe a bien plus à perdre que celui d'hier ! À commencer par un bien-être relatif mais bien réel par rapport aux générations précédentes. Entre une hypothétique révolution sociale et sa maison avec voiture, le prolétaire moyen a vite choisi.

Nous sommes des révolutionnaires à ce que nous croyons, sans révolution cela est certain, mais aussi sans classe sociale qui aspire à la faire.

Mais si aujourd'hui nous admettons les limites et finalement l'échec de l'anarcho-syndicalisme contemporain, tout n'est pas à jeter. Nous devons garder sa méthodologie de lutte. En effet, l'action directe demeure toujours actuelle et applicable à toutes les luttes.

Bien entendu, la grève générale demeure l'arme par excellence pour paralyser l'économie et tout un pays, mais son mythe révolutionnaire est définitivement mort avec celui du rôle suprême dévolu à la classe ouvrière pour la transformation sociale de la société. L'autogestion des entreprises reste un but mais elle ne peut pas être envisagée sans une réflexion sur les choix de production. Si avenir il y a, et demain tout devient possible, il y aura nécessairement des fermetures et des abandons définitifs d'entreprises polluantes, particulièrement dangereuses pour l'environnement et le vivant en général.

Notre arme, c'est-à-dire l'action directe, s'inscrit parfaitement dans la démarche écologique, puisqu'elle s'appuie sur le consentement et la participation pleine et consciente des personnes que la question écologique appelle en toute logique. En accord avec cette méthode, il serait temps d'employer de plus en plus le boycott dont l'utilisation systématique pourrait devenir efficace, exemplaire et redouté des pollueurs et autres industriels criminels de l'environnement. On s'étonne que ce mode d'action ne soit pas autant utilisé mais on l'est moins quand on mesure la duplicité des politiques de tout acabit qui préfèrent des citoyens se contentant exclusivement de voter que des personnes se prenant en main et donc agissant directement sans attendre que d'autres le fassent à leur place. Ne pas acheter idiot, ne pas participer à des circuits marchands un peu trop productivistes etc participent d'un agir conscient immédiat qui peut devenir une force d'attaque aussi forte qu'une

grève. Finalement, toutes les initiatives individuelles ou collectives de désobéissance sont complémentaires et sont pour nous la démonstration en acte de l'efficacité de l'action directe.

Les anarchistes n'ont rien à perdre d'un engagement écologique qui se conjugue naturellement avec les interrogations qu'ils posent dans d'autres domaines.

Un engagement important serait décisif pour un renouveau de l'anarchisme. Notre mouvement gagnerait en visibilité et son impact serait sans doute aussi équivalent que lorsqu'il animait le mouvement social à travers le syndicalisme révolutionnaire. Mais attention, l'expérience historique nous avertit qu'il y a parfois des événements qui se produisent en accéléré et nous laissent sans prise.

Nous savons aussi que les dirigeants du monde ne prendront pas les mesures adéquates, surtout quand il serait encore temps comme ils devraient déjà le faire maintenant. Comme les classes dirigeantes d'hier, celles d'aujourd'hui peuvent très bien nous conduire à la catastrophe sans état d'âme comme semble l'indiquer leur inaction présente.

Aujourd'hui, le dilemme entre l'écologie sociale ou la barbarie n'a jamais été aussi crucial pour l'avenir de l'humanité comme civilisation viable.

P-V. J-L

Tout ce que l'homme fait à la nature **Il le fait à lui-même**

Jean-Pierre Tertrais

*Groupe La Sociale
de la Fédération anarchiste*

FACE À LA CATASTROPHE écologique annoncée, les dirigeants prônent le consensus rassembleur : pour résoudre la crise écologique, l'humanité est invitée à « dépasser ses divisions », à s'unir dans un « pacte écologique ». On évacue allègrement la dimension de classe. Or, comme le montre R. Keucheyan dans son essai, « la nature est un champ de bataille » ; elle le sera de plus en plus à mesure que les ressources s'amenuiseront et que les écosystèmes se dégraderont.

L'égalité de tous devant la nature est en effet loin d'être assurée. D'abord, ce sont bien les catégories populaires, les minorités raciales qui supportent de manière disproportionnée les nuisances écologiques, qui sont surexposées aux risques industriels. Du fait notamment de la logique foncière. Proximité de multiples pollutions, zones inondables, bruits routiers, ferroviaires, aéroportuaires, risques d'explosion d'une usine chimique, de la rupture d'un barrage, de la dissémination d'OGM, d'un tremblement de terre... Le rapport entre inégalités sociales – qui ont un aspect cumulatif – et catastrophes naturelles a été mis en évidence lors de l'ouragan Katrina en août 2005 (84 % des personnes disparues sont noires, et bien entendu pauvres). Concernant la France, il existe 670 sites classés Seveso, la plupart se trouvant à proximité des quartiers populaires.

Ensuite, les politiques néolibérales de privatisation de la production et de la distribution conduites depuis plus de trente ans rendent difficile l'accès aux ressources (eau, énergie, mais aussi paysages, lacs, forêts) pour les populations les plus précaires. Par ailleurs, les inégalités sociales concernent également l'« empreinte » sur l'environnement : les ménages disposant d'un revenu élevé ont un

impact négatif plus important sur cet environnement ; ce sont bien les riches qui détruisent le plus la planète. Même la création de parcs naturels principalement pour le plaisir des élites entraîne le plus souvent le déplacement (la mort ?) de nombreux villages. Souvent, de vastes territoires réservés à la chasse ou au safari, empêchent le développement agricole de certaines régions. Cette marchandisation de la nature à laquelle on assiste aujourd'hui n'est que la dernière étape d'un long parcours qui a commencé avec les enclosures de l'Angleterre du XVII^e siècle.

Vers des « guerres vertes »

La multiplication et l'aggravation des désastres naturels conduisent le capitalisme à développer deux instruments majeurs, à la fois pour amortir les effets de la crise et pour exploiter de nouvelles opportunités de profit : la financiarisation et la militarisation.

L'assurance des catastrophes naturelles et/ou sociales constitue un marché en pleine expansion depuis deux ou trois décennies. « Marché carbone », « droits à polluer », « dérivés climatiques », « obligations catastrophe » : on assiste à une prolifération de produits financiers « branchés » sur la nature. Les assureurs essayant, selon le vieux principe « privatisation des bénéfices, socialisation des pertes », d'impliquer l'Etat dans la prise en charge de coûts de plus en plus exorbitants.

Du fait de l'aggravation des inégalités qu'elle provoque, la crise écologique induit des conflits armés d'un type nouveau. D'une façon générale, les armées seront davantage sollicitées pour « venir en aide » aux populations (ce que N. Chomsky appelait le « nouvel humanisme militaire »). Outre les projets délirants de la géo-ingénierie (mise en œuvre de



manipulations technologiques du climat pour lutter contre le réchauffement), les armées interviendront de plus en plus dans les catastrophes naturelles. Les inégalités, la corruption, les conflits «interethniques» dûs à la raréfaction des ressources ou à la plus grande fréquence des catastrophes, l'extension hors de leur écosystème de certaines maladies (malaria, paludisme...) à cause du réchauffement de la planète et de l'hypermobilité, fourniront suffisamment de prétextes aux classes politiques des «grandes puissances économiques» pour justifier les opérations militaires. Par ailleurs, la crise écologique produit des «réfugiés climatiques» dont les migrations déstabilisent les régions dans lesquelles ils arrivent (de 25 millions actuels, leur nombre pourrait s'élever à 200 millions à l'horizon 2050). Mais quand on sait que 80 % du pétrole consommé par l'Etat américain l'est par les forces armées, on comprend mieux les «préoccupations environnementales»... et l'obsession de sécuriser les voies d'acheminement de l'or noir.

Un coup d'œil dans le rétroviseur

Même si l'on peut penser que le capitalisme met en danger sa propre reproductibilité écologique et sociale, les stratégies développées

par ce système pour «préserver la planète» — traduisez : pour assurer sa survie — ne peuvent évidemment qu'engendrer l'hostilité, la radicalisation de sa critique, et celle de l'Etat qui, selon R. Keucheyan, «organise la nature et la met à disposition du capital». Mais suffirait-il de sortir de ces deux systèmes parasites pour résoudre la crise écologique ? Pour ceux, par exemple, qui pensent que la technique, pourvu qu'elle soit libérale, peut tout résoudre, rappelons que les infrastructures numériques consommaient déjà en 2007 autant d'énergie que l'aviation mondiale («La face cachée du numérique — F. Flipo»).

La période actuelle ne se caractérise pas seulement par une formidable régression sociale imposée par la finance internationale. Les sociétés de masse contemporaines sont autant marquées par l'individualisme consumériste, le déni des limites et de la mort, la perte d'empathie avec les autres, humains ou non. Par une accumulation sans précédent de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, une extermination en masse des espèces, un «aménagement de l'espace» livré à l'urbanisation et la monoculture agricole, l'acidification des océans, l'épuisement des énergies fossiles... le tout avec une population qui dépasse sept milliards d'individus. Pour espé-

rer trouver une alternative viable à l'accélération des destructions environnementales et à l'effondrement annoncé des sociétés industrielles, il ne s'agit pas d'idéaliser un «bon sauvage» ou de prôner un retour en arrière, un «primitivisme originel et immuable», mais de prendre du recul par rapport à un présent fourvoyé dans un environnement dangereusement artificialisé, de tirer quelques leçons du passé. Parce que le comportement écologiquement suicidaire des sociétés modernes résulte probablement en partie d'avoir adopté le principe de sa dissociation d'avec la nature dans tous les domaines de la vie.

Et ce sont les sociétés dites «primitives», «traditionnelles» qui ont sans doute le plus à nous apprendre des capacités humaines d'adaptation aux changements climatiques (et plus généralement à la dégradation des différents milieux). Alors que beaucoup ce sont plus à qualifier d'inférieures, arriérées, sous-développées ces sociétés, au nom d'une idéologie «progressiste» et du mythe de la croissance économique, leur mode de vie est en définitive le mieux adapté à l'espèce humaine, le seul ayant fait ses preuves sur le long terme.

La Révolution néolithique (sédentarisation, transformation agricole des paysages, domestication des animaux et des plantes) constitue une bifurcation significative, au même titre que la révolution industrielle («choix du feu» avec l'énergie fossile, la machine à vapeur). Toutes deux ont contribué à dresser un écran qui a séparé l'humanité des organismes sauvages avec lesquels leur sensibilité s'était originellement constituée. Un rapport réducteur à la diversité et à la complexité du vivant, une volonté de dominer les espaces naturels, de détruire ce qui ne peut être contrôlé conduisent aujourd'hui, face à un échec patent, soit à un sentiment d'impuissance, à une démission, soit à une obstination dans le délire de transformation. Aussi bien l'illusion que la nature pourrait se plier à nos lois économiques que l'évasion dans le rêve technologique d'une domination sans limite de la biosphère ne peut conduire qu'à une impasse redoutable.

De nombreux travaux d'historiens, sociologues, anthropologues (P. Clastres ou M. Sahlins notamment) ont montré que seul l'ethnocentrisme culturel de la pensée occidentale — et la prétention à l'universalité de son modèle — voit dans ces sociétés des individus qu'un dénuement absolu condamne à une quête incessante de nourriture. Au contraire, beaucoup travaillent au maximum 5h par jour, plus souvent entre 3 et 4 heures. Non seulement, l'économie primitive n'est pas une économie de misère, mais elle est la première et jusqu'à présent la seule société d'abondance. Si l'homme primitif ne rentabilise pas son activité, ce n'est pas par incapacité, mais parce qu'il n'en a pas envie. Il n'y a pas de technologie inférieure ni supérieure. On peut satisfaire des besoins en produisant beaucoup, ou en désirant peu : nous avons effectué le mauvais choix.

La plupart de ces sociétés exercent un contrôle rigoureux de leur capacité de production, craignant voir l'économie échapper au social et ouvrir ainsi la brèche de la division. Qualifiées d'«immobiles» parce que non conformes à nos propres schémas, ces sociétés refusent l'excès inutile toujours propice au piège de la possession, à l'accumulation, source d'inégalités. Par ailleurs, ces sociétés se caractérisent souvent par l'absence de stratification sociale, d'autorité du pouvoir, du sens de la propriété, par le souci d'une autonomie complète. Des individus qui, en définitive, participent davantage aux différents aspects de leur culture que ne le font ceux des sociétés «modernes», livrés à l'abrutissement de l'audiovisuel ou du numérique. Tout en se gardant de les idéaliser, nous avons sans doute plus de leçons à prendre qu'à donner.

Ces sociétés possédaient un sens aigu de l'environnement et de son potentiel, une «compréhension continue, visionnaire, intuitive et poétique du monde». Les processus d'industrialisation-urbanisation ont pernicieusement détruit cette proximité avec la



nature. La rentabilité a tué le beau et l'utile — entre autres — parce que la vie passe après le profit. Conjuguée à l'expansion démographique, la croissance économique a anéanti des espaces naturels pour les transformer en artères de bitume, en cubes de béton, en centres commerciaux, en zones industrielles, en réseaux de métro, en aéroports internationaux, en plate-forme pétrolières. Grands ensembles anonymes, environnements domestiqués, réduction de l'espace, éloignement des cycles saisonniers, perturbation des rythmes biologiques, altération de la nourriture, arsenal pharmaceutique, existences sédentaires, solitudes juxtaposées, plus fortes densités de populations... Autant d'atteintes sérieuses à notre santé physique et mentale (voir le désir — inconscient ? — de renouer avec la nature, qui se manifeste aujourd'hui). Voir

aussi la place de l'animal dans le développement de l'enfant. Décidément, l'homme n'est pas un animal rationnel !

La satisfaction des besoins fondamentaux, le bien-être, la liberté politique, la justice sociale, l'émancipation, la transmission aux générations futures d'un monde libre et égalitaire ne passent pas seulement par le maintien d'une position de lutte de classes, la grève expropriatrice et autogestionnaire, la socialisation des moyens de production, mais aussi par un changement profond de notre rapport à l'espace, au temps, au vivant, par une auto-limitation de la production. Même l'éducation à l'environnement n'aura d'efficacité que si elle s'adresse autant à l'émotion et à la sensibilité qu'à la raison. Un des objectifs de la modernité est de nous faire oublier nos origines. Il est donc salutaire de les rappeler. J-P.T.

Une écriture mordante et radicale

Avec *Comment peut-on être anarchiste* ? Claude Guillon donne à lire, presque in extenso, ce qu'il a écrit pendant ces quinze dernières années ; textes repris de différents journaux, de revues, de tracts, ou simplement mis en ligne par ses soins ; les références multiples semées dans ce livre permettront aux plus curieux de prendre connaissance de nombreux autres ouvrages seulement écartés pour alléger ce déjà gros volume.

Claude Guillon, pensons-nous, sans doute à tort, est essentiellement connu du grand public pour *Suicide*, mode d'emploi, ouvrage – qui fit scandale – écrit avec Yves Le Bonniec et qui donna lieu à procès. Rappelons pour l'humour qu'il était conseillé au lecteur suicidaire, avant de passer à l'acte, de « faire le tour du monde en 8 880 jours » et aussi « de ne pas rester sur sa fin » (sic).

Dans *Comment peut-on être anarchiste* ? nous voudrions retenir, entre autres sujets d'actualité sur lesquels l'auteur aigüise ses dents, une critique sans concession de l'expression écrite d'un Chomsky (réformiste), d'un Brossat (hyper-radical en théorie mais qui accouche d'une approbation des lois en vigueur), de l'expression radiophonique de « Onfray-mieux-d'se-taire » ou de l'expression physique des jeunes femmes aux seins nus (les Femen) armées de leur « déplorable goût » pour de la publicité ; critique qui entraîne souvent notre auteur sur le chemin de la polémique. Mais Claude ne craint jamais le conflit verbal ou écrit ; encore moins de s'alarmer quand il choque son lecteur en lui rebroussant le poil.

Claude Guillon se déclare révolutionnaire et communiste libertaire ; ce qui explique aussi sa charge contre les bonnes âmes d'Attac (l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne) qui s'habillent des « oripeaux de la radicalité » dans un monde où « la faiblesse actuelle de l'idée révolutionnaire » est affligeante. Et, si la gauche réformiste au pouvoir a montré quelque chose, c'est bien son impossibilité à réformer le capitalisme. D'ailleurs, à propos d'électorisme, Guillon déclare avec énergie : « Les urnes sont funéraires, la vraie vie se décide ailleurs ! »

Mais nous aimerions surtout attirer l'attention du lecteur sur une particularité de notre auteur, une habitude, une manière militante d'être quand il accompagne physiquement toutes les grandes « émotions » du peuple, quand il participe à toutes les grandes manifestations de rue de notre époque. Et,

plongé dans la foule, il développe une analyse très lucide des situations.

Aussi ne sommes-nous pas surpris qu'un de ses engagements subversifs favoris soit la distributions de tracts pendant ces déploiements populaires ; tracts au demeurant rien de moins que succincts.

De plus, il ne craint pas, lui si soigneux du souvenir et qui a fait le choix d'étudier en bibliothèque les « enragés » et les émeutes de la Révolution française, de rapprocher tous ces moments d'agitation anciens du temps présent.

À l'écoute, attentif, il tente de ne pas être oublieux d'« une infinité d'informations qui n'ont pas été collectées sur le moment ».

En effet, les recherches historiques de Claude Guillon sur la Grande Révolution et ce qu'il avance sur les révolutions à venir – qui seront sans modèle – sont là, nous semble-t-il, ce qu'il y a de plus original dans sa pensée en construction.

Par ailleurs, dans un tract de quatre pages, « Qu'est-ce qu'une révolution communiste et libertaire ? », distribué lors des manifestations lycéennes de mai 2002, puis repris en ligne et en revue, Claude Guillon, à propos de la violence, nous dit qu'elle est d'abord l'expression du monde capitaliste. Mais il ajoute : « Dans une société techniquement développée où peuvent être mises en œuvre de nombreuses techniques de sabotage (informatique notamment), qui ne nécessitent pas ou très peu de violence physique, les meilleures chances sont réunies de paralyser le système en faisant moins de victimes humaines que les accidents de la route un week-end de Pâques. »

Et, bien qu'il ne soit pas opposé à toute contre-violence, nous ne sommes donc pas trop surpris de lui voir mentionner la notion de « non-violence active » qui n'est donc pas, pour lui, contradictoire avec une pensée radicale. On en déduira que l'auteur ne ménage aucun effort intellectuel pour imaginer un projet révolutionnaire cohérent :

« La geste révolutionnaire sera d'autant plus belle qu'elle fera moins de victimes, y compris parmi les salauds indiscutables. »

Il écrit encore :

« Pour une organisation politique, le caractère inutile ou contre-productif d'une action la rend illégitime. »

Sa réponse à Gérard Coupat (le père de Julien Coupat, celui qui fut accusé d'avoir voulu saboter une ligne de chemin de fer), qui l'invitait à l'Assemblée nationale pour un

colloque consacré au « bilan de vingt-cinq ans de lois antiterroristes » (sic), est plus que bienvenue. Car la proposition n'était nullement un canular, sans doute une forme désinvolte d'ironie...

De même, on appréciera son « Je ne suis pas Charlie » :

« Sachant que la France est en guerre, je n'éprouve pas le même étonnement que beaucoup de Charlie à apprendre qu'un acte de guerre a été commis en plein Paris... » ; une guerre « permanente et tournante » qui se déploie – en notre nom – en différents pays du monde et une action guerrière qui a suscité l'écœurante « union sacrée » que l'on sait.

Il y a peu de ses points de vue qui n'apportent pas notre adhésion, aussi nous étonnons-nous d'une légère réticence de notre part à lui emboîter quelquefois le pas. Pourquoi ? Une tonalité ? Une posture ? Une assurance trop orgueilleuse ?

Qu'importe ! À chacun son style ! À chacun sa voix ! Notre lutte a besoin du concours de tous et de la diversité du discours.

« Rien n'est donné, rien n'est acquis, voilà bien la seule règle de conduite, d'ailleurs commune au mouvement des femmes et au mouvement révolutionnaire ».

André Bernard

Cercle libertaire Jean-Barrué 33



Claude Guillon, *Comment peut-on être anarchiste ?* LibertaLia, 2015, 448 p., 2015, 18 euros. Disponible à publico. Plus 10 % pour les frais de port.

À tous ! À tous ! À tous !

Le Monde libertaire hebdo
marque une pause d'une
semaine. Le numéro 1776
sortira, donc, le 21 mai 2015.

En attendant, vous avez toujours
le dernier numéro hors série
« Ni dieu », toujours disponible
en kiosques et dans quelques
bonnes librairies (dont Publico).

À très vite et bonnes lectures.

Le Comité de rédaction
du *Monde libertaire*

A propos de l'article « Luttons contre toutes les religions » paru dans le Monde libertaire n°1772

Erratum

Nous avons oublié de publier le chapeau de l'article et nous
nous en excusons. Nous le reproduisons ci-après.
Le CRML.

« L'article qui suit est tiré du N°19 de l'apériodique *Le libertaire*
66, organe du groupe Puig Antich de Perpignan, paru en
septembre 2013. Cet article signé d'Edward (militant du groupe)
a été validé dans sa totalité par l'ensemble des militant-e-s du
groupe anarchiste Puig Antich. »



PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



AGENDA

Mercredi 13 mai

Rouen (76)

L'INSOUMISE fait son cinéma... aux bouillons! L'autogestion en question. *Nosotros del Bauen*, de Didier Zyserman. Dans le cœur de Buenos Aires, les employés de l'hôtel Bauen travaillent en autogestion, se partagent les tâches et les salaires, votant lors des assemblées générales toutes les décisions les concernant...

Ferme des Bouillons, chemin des Bouillons à Mont-Saint-Aignan. Accès bus F2 terminus La Vatine.

Vendredi 15 mai

Paris XI^e

19 h 30. Soirée vidéo. Projection du film *A Bure pour l'éternité*, un film de Sébastien et Aymeric Bonetti. L'association Bure Zone Libre résiste à l'implantation du futur centre de stockage des déchets des centrales nucléaires françaises. Un débat suivra la projection. Entrée libre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Mercredi 20 mai

Paris XI^e

20 heures. Le ciné de la commune vous propose *Nuestro Culpabe*, un film de Fernando Mignoni. 1937, Espagne, Fiction, 84 minutes, Noir & Blanc, VOSTF (espagnol). Une comédie satirique sur la justice, le système carcéral, l'argent et l'hypocrisie de la morale bourgeoise. Satire qui prend des allures ubuesques. Le surréalisme libertaire atteint des sommets dans des scènes à rebondissements où les rôles sont inversés. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre. Organisé par le groupe Commune de Paris de la FA.

Mercredi 27 mai

Rennes (35)

20 heures. Réunion publique organisée par le groupe La Sociale de la Fédération anarchiste sur le thème « Contre l'aggravation des inégalités, les atteintes aux libertés, la dégradation de l'environnement, une autre société est possible! » Maison internationale de Rennes, 7, quai Châteaubriand. M^o République.

Concerts | Débats | Salon du livre | Projections

Festival de la CNT

8/9/10 Mai 2015

La Parole Errante 9 Rue François Debergue 93100 Montreuil

Salon du livre

Neuf et occasion

Tous les jours, vendredi, samedi et dimanche à partir de 11h

Des éditeurs indépendants	Des auteurs présents, dont
Editions CNT La Ville brûle Libertalia Le Passager clandestin Revue Z, L'œil d'or Les Bons Caractères Albache, L'Éclat L'Échappée, General Strike, Berg international, Tirésias, etc.	Ayerdhal, Alain Damasio, Sorj Chalandon, Miguel Benasayag, Guillaume Davranche, Bernard Friot, Sébastien Fontenelle, Frédéric Lordon, Charlotte Nordmann, Christian Laval, Cendrine Bonami-Redler, Jean-Pierre Dacheux, Éric Fournier, Patrick Vassort, Claude Guillon, Charles Jacquier, Jean-Christophe Angaut, Alexandre Doulut, Véronique Salou, Alain Bihr, Monique Piton, Philippe Batifoulier

Avec la participation des librairies Quilombo, Publico, Envie de lire et de Hobo diffusion

Toutes les infos sur : www.cnt-f.org/festival-cnt

CNT **CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL**
Contacts : CNT - Union régionale parisienne - Br.rp@cnt-f.org 06 95 45 67 62



FÉDÉRATION ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

AGENDA

CONSTRUIRE L'AUTONOMIE

WWW.CONSTRUIRELAUTONOMIE.ORG

FÉDÉRATION ★ ANARCHISTE

DIMANCHE 26 AVRIL 2015

19 H 30 – LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE (PUBLICO)

Le Rojava (Kurdistan), un territoire en révolution

MERCREDI 29 AVRIL 2015

19 H 30 – LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE (PUBLICO)

Le Chiapas (Mexique) et l'autonomie zapatiste

MARDI 5 MAI 2015

20 HEURES – BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS

Pour une abolition anarchiste du salariat

SAMEDI 9 MAI 2015

19 H 30 – LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE (PUBLICO)

L'autonomie du prolétariat et de ses luttes

MARDI 12 MAI 2015

19 H 30 – LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE (PUBLICO)

L'antifascisme anarchiste aujourd'hui

SAMEDI 16 MAI 2015

19 H 30 – LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE (PUBLICO)

Le rôle du racisme et l'offensive xénophobe

DIMANCHE 17 MAI 2015

19 H 30 – LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE (PUBLICO)

Luttes sociales féministes

MERCREDI 20 MAI 2015

19 H 30 – BIBLIOTHÈQUE LIBERTAIRE LA RUE

L'émancipation des femmes au Chiapas et au Rojava

